

Croissance économique en Afrique du Nord

Pays/année	2017	2018 (e)	2019 (p)	2020 (p)
Maroc	4.1	3.0	2.9	3.5
Algérie	1.4	1.5	1.9	1.7
Tunisie	2.0	2.5	2.7	3.2
Égypte	4.8	5.4	5.7	5.9

(e) : estimations
(p) : prévisions

SOURCE : BANQUE MONDIALE, 2019

Conjoncture. Les trois risques pour l'économie marocaine

Les chances d'une relance économique au Maroc pour l'année 2019 sont quasiment pliées. La conjoncture internationale et régionale pèse de tout son poids sur l'activité économique au royaume.

Salaheddine Lemaizi
s.lemaizi@leseco.ma

L'économie mondiale tournera au ralenti durant l'année 2019 pour se limiter à 2,6%, le tout sur fond de risques géopolitiques et commerciaux importants. Cette prévision est annoncée par la Banque mondiale (BM) dans son édition de juin 2019 des Perspectives pour l'économie mondiale. «Tensions grandissantes et investissements atones», le titre de cette publication de l'institution financière internationale résume le contexte international et régional morose. La BM brosse un tableau des tendances actuelles, les perspectives et les risques pour l'économie marocaine. Dans le cas du Maroc, un redressement économique est possible mais sous conditions. «Du côté des pays importateurs de pétrole, un redressement est attendu avec la progression des réformes et de bonnes perspectives dans le secteur du tourisme».

Risque n°1 : Volatilité des prix du pétrole

«Des risques de détérioration pèsent sur ces perspectives régionales», prévient la BM. Premier de ces risques, l'évolution de

la production de pétrole en Iran, au Venezuela et aux États-Unis. Ce facteur pourrait accroître la volatilité des prix du pétrole ou mettre un frein, voire un terme aux efforts d'ajustement budgétaire des pays exportateurs comme des pays importateurs de pétrole». Le Maroc comme faisant partie des importateurs pourrait mettre un terme à la réforme des subventions des produits pétroliers. «Des prix du pétrole imprévisibles pourraient contrarier les investissements et les programmes sociaux des pays exportateurs et avoir un impact sur les flux de capitaux et d'investissements vers les pays importateurs», poursuit l'institution. La Banque mondiale fidèle à sa vision libérale insiste sur les réformes du Consensus de Washington, même dans ce contexte

incertain. «Un ralentissement des réformes pèserait sur l'activité régionale, en particulier dans les pays importateurs», ajoute la BM.

Risque n°2 : Tensions commerciales internationales

«Une nouvelle escalade des tensions commerciales poserait un



Au Maroc, un redressement économique est possible mais sous conditions.

Réformes : le Maroc salué par la Banque mondiale

Selon la Banque mondiale, la conjoncture ne cesse de s'améliorer dans les pays importateurs de pétrole de la région notamment l'Égypte, la Tunisie et le Maroc. «Le Maroc et la Tunisie poursuivent dans la voie des réformes du climat des affaires. Chez les pays importateurs de pétrole, on table sur une amélioration de la conjoncture grâce à l'avancée des réformes et aux perspectives encourageantes dans le secteur du tourisme», indique la Banque mondiale. Pour cette institution, le redressement passera par «la poursuite des programmes de réforme appuyés par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale dans des économies comme l'Égypte et le Maroc favorisant la mise en place d'ajustements structurels et l'instauration d'un environnement plus porteur pour les petites entreprises».

risque supplémentaire majeur dans la mesure où des restrictions aux échanges pourraient réduire la demande extérieure émanant des principaux partenaires commerciaux, y compris de la zone euro», observe la BM. Les tensions commerciales entre la Chine et les USA pèseront de tout leur poids sur les échanges commerciaux. «Le relèvement des barrières commerciales, un regain de difficultés financières et un ralentissement plus brutal qu'attendu dans plusieurs grandes économies font partie de ces menaces. Des difficultés structurelles qui dissuadent les investissements et assombrissent également ces perspectives», analyse l'institution.

Risque n°3 : Endettement et risque de refinancement

La dette publique s'est sensiblement alourdie dans les économies émergentes et en développement, l'amélioration des ratios d'endettement avant la crise financière ayant été en grande partie annulée. La dette du Trésor au Maroc était de 67,3% en 2017. «Les économies émergentes et en développement doivent trouver un subtil équilibre entre l'emprunt en appui à la croissance et les risques associés à un endettement excessif», suggère la BM. Dans les pays non membres du CCG, le secteur bancaire est parfois exposé aux risques souverains associés à un lourd endettement de l'État et au manque de lisibilité de l'action publique», diagnostique la Banque mondiale. Dans le cas des pays comme le Maroc, pays importateurs de pétrole, une dette publique élevée expose l'économie au risque de refinancement et aux fluctuations des taux d'intérêt mondiaux. Une sortie du Trésor marocain sur le marché international est prévue avant la fin de l'année. Le Trésor vise une levée d'un milliard de dollars. Une opération qui sera scrutée de près par les marchés et les institutions financières internationales.